

Un salarié sur trois recherche activement un nouvel emploi par crainte d'être remplacé par l'IA



L'IA génère un éventail d'émotions complexes, souvent contradictoires, chez les salariés. Si beaucoup en perçoivent les opportunités, la réalité est plus nuancée : stress accru, crainte de perdre son emploi, recherche active d'un nouveau poste et incertitude quant à son impact sur leur fonction. C'est ce que révèle le rapport '[People at Work 2025](#)' d'[ADP Research](#), qui dresse un état des lieux des perceptions de l'IA dans le monde du travail, à partir d'une enquête menée auprès de près de 38 000 salariés dans 34 pays, dont plus de 1 000 en France.

« L'impact de l'IA n'est pas seulement technologique, il est aussi émotionnel pour de nombreux salariés, souligne [Carlos Fontelas De Carvalho](#), Président d'ADP en France et Europe centrale. Beaucoup perçoivent l'IA comme un levier de progrès, mais elle peut susciter aussi de l'incertitude. Les employeurs qui sauront reconnaître cette dimension émotionnelle, expliquer les implications concrètes de l'IA, répondre aux préoccupations et mettre en place des pratiques de formation et d'organisations seront les

Ecrit par le 2 février 2026

mieux préparés pour une intégration positive des nouvelles technologies dans le cadre de travail. »

Entre optimisme et incertitude, les travailleurs peinent à se projeter

Les sentiments vis-à-vis de l'IA sont partagés : 50% des salariés dans le monde considèrent qu'elle aura un impact positif sur leur emploi dans l'année à venir, dont 17% se disent tout à fait d'accord. Seuls 10% expriment une forte crainte d'être remplacés par cette technologie.

L'IA suscite, en effet, une forme d'ambivalence : elle est à la fois source d'enthousiasme pour son potentiel et d'inquiétude quant à ses conséquences. Ainsi, 27% des travailleurs qui anticipent un impact positif de l'IA sur leur emploi redoutent également qu'elle puisse les remplacer. Certains des pays les plus optimistes, comme l'Égypte (36%) ou l'Inde (34%), affichent aussi les plus fortes proportions de salariés craignant d'être remplacés (22% et 17% respectivement). Cette anxiété est renforcée par l'incertitude : 44% des répondants dans le monde reconnaissent ne pas savoir, à ce jour, comment l'IA va transformer leur travail (dont 12% disent n'en avoir strictement aucune idée).

La crainte d'un remplacement accentue également le stress professionnel. Les salariés qui redoutent que l'IA prenne leur place sont deux fois plus susceptibles de subir un stress élevé au travail, que ceux qui sont plus confiants. Autre conséquence notable, cette fois en matière de rétention des talents : plus de 30% des salariés qui pensent pouvoir être remplacés par une IA sont activement à la recherche d'un nouvel emploi, contre 16% parmi ceux qui se disent moins préoccupés.

Des salariés français peu concernés par les impacts de l'IA

En France, seuls 11% des travailleurs se disent tout à fait d'accord avec l'idée que l'IA aura un impact positif sur leur emploi. Ce chiffre est aligné sur la moyenne en Europe (11%), région où les salariés sont les plus pessimistes vis-à-vis de l'IA, derrière le Moyen-Orient/Afrique (27%), l'Amérique latine (19%), l'Asie-Pacifique (16%) et l'Amérique du Nord (13%).

Cependant, les salariés français ne sont que 8% à craindre d'être remplacés par l'IA, une proportion identique à celle des Européens (8%). De même, 11% en France comme en Europe sont tout à fait d'accord avec l'affirmation qu'ils ne savent pas comment l'IA va changer leur emploi.

Les professions intellectuelles, comme les ingénieurs, chercheurs ou développeurs, sont à la fois les plus optimistes et les plus préoccupés : 24% à l'échelle mondiale et 15% en France sont tout à fait d'accord sur le fait que l'IA aura un impact positif sur leur emploi, mais ils sont aussi respectivement 13% et 11% à craindre qu'elle ne les remplace. Ces travailleurs du savoir sont également les plus nombreux à exprimer des incertitudes quant à l'évolution de leur métier : 14% dans le monde et 13% en France.

Les salariés les plus jeunes sont à la fois enthousiastes et les plus inquiets vis-à-vis de l'IA, en raison de son impact potentiel à long terme sur leur carrière. En France, 12% des 18-26 ans et 18% des 27-39 ans anticipent des effets positifs sur leur travail, tandis que respectivement 13% et 11% redoutent d'être remplacés par la technologie. À l'inverse, les plus de 55 ans apparaissent plus détachés, considérant que l'impact de l'IA sur leurs dernières années d'activité sera limité : seuls 5% d'entre eux craignent d'être

Ecrit par le 2 février 2026

remplacés.

Une perception de l'IA qui diffère selon les secteurs d'activité

Les salariés des secteurs qui adoptent rapidement les nouvelles technologies sont les plus optimistes. En Europe comme dans le reste du monde, ce sont les professionnels des services technologiques (19% contre 28% au niveau mondial), de la finance et de l'assurance (18% contre 25%), ainsi que de l'information (17% contre 20%) qui se montrent les plus enclins à percevoir positivement l'impact de l'IA. Pourtant, ils sont quand même 12% dans le monde et 10% en Europe à craindre d'être remplacés, dans ces secteurs où l'IA est perçue comme un levier majeur d'efficacité et d'avantage concurrentiel.

À l'inverse, les secteurs à forte dimension humaine, comme la santé et l'assistance sociale, font preuve de plus de prudence : seuls 7% des salariés en Europe et 10% dans le monde estiment que l'IA aura un impact positif sur leur travail.

« Je pense réellement que les nouvelles technologies comme l'IA générative ont pour but de donner des capacités augmentées aux équipes pour gagner du temps, simplifier leur quotidien et les libérer des tâches chronophages, mais absolument pas pour les remplacer. L'IA permet d'automatiser des tâches, mais pas d'automatiser des emplois ! » explique Carlos Fontelas de Carvalho.

Il conclut : « Il faut bien sûr expliquer le sens de l'intégration de l'IA dans le cadre du travail, et respecter l'équilibre entre l'humain et la technologie, notamment dans le secteur RH : une heure gagnée grâce à l'IA correspond à une heure de plus passée à s'occuper du développement et de l'engagement des collaborateurs. »

Étude sur l'exposition aux pesticides PestiRiv : les viticulteurs réagissent

Ecrit par le 2 février 2026



Les résultats de l'étude nationale sur l'exposition aux pesticides des riverains en zones viticoles, appelée 'PestiRiv', ont été publiés ce lundi 15 septembre. La filière viticole défend être déjà mobilisée dans la réduction de l'usage des pesticides mais se dit aussi du côté de la science et prête à entendre ce que dévoileront de prochaines études.

Lancée en octobre 2021 par l'[ANSES](#) (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) et par [Santé Publique France](#), l'étude PestiRiv vise à mieux connaître l'exposition aux pesticides des personnes vivant près de vignes. Le but était de mesurer l'exposition aux pesticides, et non d'en évaluer les effets sur la santé.

Cette étude avait pour objectif de répondre à quatre questions :

- Les personnes vivant à proximité des vignes sont-elles plus exposées aux pesticides que celles vivant dans des zones éloignées de toute culture ?
- Quels sont les facteurs qui influencent cette exposition (par exemple : distance aux vignes, comportements du quotidien) ?
- Comment cette exposition évolue-t-elle selon les périodes de l'année (comparaison entre

Ecrit par le 2 février 2026

période de traitements phytosanitaires et période sans traitement) ?

- Quels sont les liens entre les différents niveaux de contamination des milieux et les niveaux d'imprégnations des personnes ?

Les résultats de l'étude

2 700 personnes, âgées de 3 à 79 ans, réparties dans six régions (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur), ont participé aux deux périodes de l'étude : pendant les traitements et hors traitement des vignes.

Ainsi, les analyses ont révélé que l'exposition aux pesticides était effectivement plus élevée en zones viticoles, et plus forte pendant la période de traitement. « Même si PestiRiv ne livre pas d'enseignements spécifiques sur les risques (sanitaires et sur la santé) associés aux expositions observées, l'influence de la proximité des cultures sur la contamination des milieux et l'imprégnation des personnes montrée par ses résultats incite à agir pour limiter l'exposition des riverains », indique l'étude.

Les viticulteurs se placent du côté de la science

Face aux résultats de PestiRiv, la filière viticole tient à rappeler qu'elle attendait avec intérêt ces résultats. « Le sujet de l'utilisation des pesticides s'inscrit dans un débat de société qui nous concerne tous : pouvoirs publics, chercheurs, viticulteurs, parties prenantes et citoyens », déclare Bernard Farges, Président du Comité National des [Interprofessions des Vins à appellation d'origine et à indication géographique](#) (CNIV).

Les viticulteurs affirment qu'ils limitent l'usage des pesticides quand ils le peuvent et ont déjà fait de gros progrès concernant leurs pratiques, mais que les progrès se feront en collaboration avec les fabricants de pesticides qui doivent trouver des solutions alternatives. « L'État a aussi un rôle à jouer en améliorant dès à présent les procédures d'homologation de substances, en particulier celles de biocontrôle », ajoute le président du CNIV.

« Depuis dix ans, la dynamique est là : la France s'impose parmi les tout premiers vignobles bio au monde avec plus de 20 % des surfaces désormais conduites en agriculture biologique et 88% des surfaces viticoles sont engagées dans une certification environnementale », insiste-t-il. Malgré les progrès, la filière viticole se dit du côté de la science et attend des études plus poussées qui indiqueront plus finement si ces niveaux d'exposition présentent ou non des risques sanitaires potentiels.

Pour en savoir plus sur l'étude PestiRiv, [cliquez ici](#).

'PestiRiv', l'étude d'exposition aux pesticides chez les riverains des zones viticoles révélée ce lundi



Redoutée par le monde de la vigne et du vin, cette analyse lancée en octobre 2021 par l'[ANSES](#) (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) et par [Santé Publique France](#) sort enfin ce lundi 15 septembre, au terme d'une lutte intense entre le lobby des vignerons d'un côté. De l'autre, France Nature Environnement, l'Association des Médecins contre les Pesticides et Générations futures, pour savoir s'il y a ou non des risques sur la santé et la biodiversité près de vignobles.

1^{re} évaluation par son ampleur, cette étude a été menée dans 265 zones de 6 régions de l'Hexagone (Alsace, Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-

Ecrit par le 2 février 2026

Alpes-Côte d'Azur) auprès de 3 350 participants tirés au sort, âgés de 3 ans à 79 ans avec des prélèvements de cheveux, d'urine, de poussières, d'air à l'intérieur des maisons et à l'extérieur. Ces échantillons ont été saisis à moins de 500 mètres d'un vignoble et à plus de 5 kilomètres pour comparer l'imprégnation. Et l'opération a été menée en deux temps : d'octobre 2021 à mars 2022 quand le traitement des vignes est le moins fréquent, et entre mars et août 2022 au plus fort des pulvérisations et épandages d'insecticides, fongicides, herbicides. En tout, 56 substances comme le soufre, le cuivre ou le glyphosate.

Certains se demandent s'il y a des liens de causalité entre les traitements phytosanitaires — sans prononcer le mot pesticide — et leurs conséquences sur la biodiversité, mais aussi et surtout sur la santé de la population alentour (tumeurs, leucémies, troubles neurologiques, infertilité). « Cachez cette enquête que je ne saurai voir », demandent les uns. « Elle aurait dû sortir plus tôt, avant les vendanges », insistent les associations de riverains. L'État a d'ailleurs été accusé de retarder, voire de bloquer sa sortie puisque la validation de ce rapport a pris des mois. C'est finalement le Comité de suivi des études qui est convoqué ce lundi 15 septembre au Ministère de la Santé au terme d'un long combat judiciaire.

D'un côté, les associations parlent d'urgence sanitaire, de l'autre, le monde vigneron appelle à la prudence et le martèle avec force : « On est tous concernés, nous, nos familles, nos salariés, puisqu'on vit au milieu ou à proximité des vignes. Et on n'est pas assez fous pour mettre nos propres enfants en danger. » Selon Santé Publique France, le risque, s'il existe, concernerait 500 000 riverains sur 68 millions d'habitants.

PACA parmi les régions les plus appréciées par les vacanciers au restaurant

Ecrit par le 2 février 2026



HOCQUEL A - VPA

sunday, leader des solutions de paiement pour les restaurants, dresse un panorama des régions où les touristes ont le plus apprécié leur moment au restaurant pendant la période estivale. Une étude réalisée grâce aux données anonymisées de plus de 3 millions de paiements dans les restaurants partenaires de sunday.

Alors que l'été touche à sa fin, sunday dévoile le classement des régions françaises où les vacanciers se sont montrés les plus généreux.

En Bretagne, les clients se distinguent par leur sens du pourboire : 50% des repas y ont donné lieu à un surplus laissé aux équipes en salle, soit le pourcentage le plus élevé de toutes les régions. La région est talonnée par la Provence-Alpes-Côte d'Azur (48%) et par l'Île-de-France et le Grand Est (toutes deux à 40%).

À l'inverse, l'Occitanie affiche la fréquence la plus faible : seulement 31% des repas se sont conclus par un pourboire.

Ecrit par le 2 février 2026

Région	Fréquence de pourboire
Bretagne	50%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	48%
Nouvelle-Aquitaine	41%
Grand Est	40%
Île-de-France	40%
Centre-Val de Loire	37%
Auvergne-Rhône-Alpes	37%
Corse	36%
Pays de la Loire	36%
Hauts-de-France	34%
Bourgogne-Franche-Comté	34%
Normandie	34%
Occitanie	31%

©sunday

Quels touristes ont le plus dépensé ?

Du côté des additions, c'est la Bourgogne-Franche-Comté qui arrive en tête, avec un ticket moyen de 53 € par repas. Derrière, la Nouvelle-Aquitaine se hisse en deuxième position avec 48 € dépensés en moyenne. Sur la troisième marche, on retrouve les Pays de la Loire, dont les visiteurs ont dépensé 47 € par repas. La région devance de peu la Provence-Alpes-Côte d'Azur (46 €), qui bénéficie du dynamisme de la Côte d'Azur et de l'afflux estival de vacanciers. La Bretagne complète ce top 5 avec 44 € de dépense moyenne.

À l'autre bout du spectre, plusieurs régions affichent des additions plus modestes. C'est le cas de l'Occitanie (34 €) ainsi que du Grand Est et de l'Île-de-France (36 € chacune), où les visiteurs dépensent nettement moins par repas – un écart de près de 20 € avec la Bourgogne-Franche-Comté.

Ce panorama illustre les écarts de budget des vacanciers selon les régions visitées, entre territoires plus gastronomiques et zones à consommation plus mesurée.

Ecrit par le 2 février 2026

Région	Montant moyen dépensé par repas
Bourgogne-Franche-Comté	53 €
Nouvelle-Aquitaine	48 €
Pays de la Loire	47 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	46 €
Bretagne	44 €
Normandie	42 €
Hauts-de-France	42 €
Auvergne-Rhône-Alpes	39 €
Corse	38 €
Centre-Val de Loire	37 €
Île-de-France	36 €
Grand Est	36 €
Occitanie	34 €

©sunday

Dans quelles régions les restaurants ont été les mieux notés ?

Enfin, côté satisfaction, c'est la Nouvelle-Aquitaine qui se distingue avec la meilleure note : 4,8/5 en moyenne attribués par les clients aux restaurants de la région. Les Pays de la Loire suivent de près avec 4,7/5, tandis que la plupart des autres régions se situent entre 4,5 et 4,6. En comparaison, le Centre-Val de Loire ferme la marche avec 4,4/5.

Globalement, les Français en vacances se montrent très positifs : toutes régions confondues, ils ont attribué aux restaurants une excellente note moyenne de 4,6/5.

Région	Note moyenne /5
Nouvelle-Aquitaine	4,8
Pays de la Loire	4,7
Île-de-France	4,6
Occitanie	4,6
Auvergne-Rhône-Alpes	4,6
Bretagne	4,6
Hauts-de-France	4,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,6
Normandie	4,5
Grand Est	4,5
Bourgogne-Franche-Comté	4,5
Centre-Val de Loire	4,4

©sunday

3 jeunes français sur 10 cumulent plusieurs emplois pour faire face à des difficultés financières



Ecrit par le 2 février 2026

Bien que le taux d'emploi mondial ait atteint un niveau record en 2024, plus de la moitié (57%) des travailleurs dans le monde et 43% en France rencontrent des difficultés à équilibrer leurs finances en fin de mois. En conséquence, 23% cumulent deux emplois ou plus (15% en France), principalement pour subvenir à leurs besoins essentiels, selon le rapport '[People at Work 2025](#)' d'[ADP Research](#). Cette étude, menée auprès de près de 38 000 salariés dans 34 pays, dont plus de 1 000 en France, met en lumière d'importantes disparités régionales, ainsi que des écarts générationnels en matière de résilience financière.

Le cumul d'emplois devient une nécessité dans certaines régions où les salaires moyens restent faibles au regard du coût de la vie. Le poids important de l'économie informelle en Afrique, en Amérique latine et dans certaines parties de l'Asie aggrave la situation, en privant de nombreux travailleurs de stabilité et de protection sociale.

Selon l'enquête, le phénomène du cumul d'emplois est ainsi particulièrement répandu au Moyen-Orient et en Afrique (34%), en Amérique latine (24%) et dans la zone Asie-Pacifique (24%). La majorité des travailleurs y ont recours pour couvrir leurs besoins essentiels (51%), épargner en vue de projets futurs (47%) ou se constituer une réserve pour la retraite (39%).

Ces motivations varient avec l'âge : les salariés de moins de 40 ans cumulent plusieurs emplois pour acquérir de l'expérience professionnelle (40%), et près d'un tiers le font pour financer leurs études ou une formation. En comparaison, seuls 27% des plus de 40 ans cherchent à gagner en expérience via un emploi supplémentaire, tandis que 21% le font pour financer une formation.

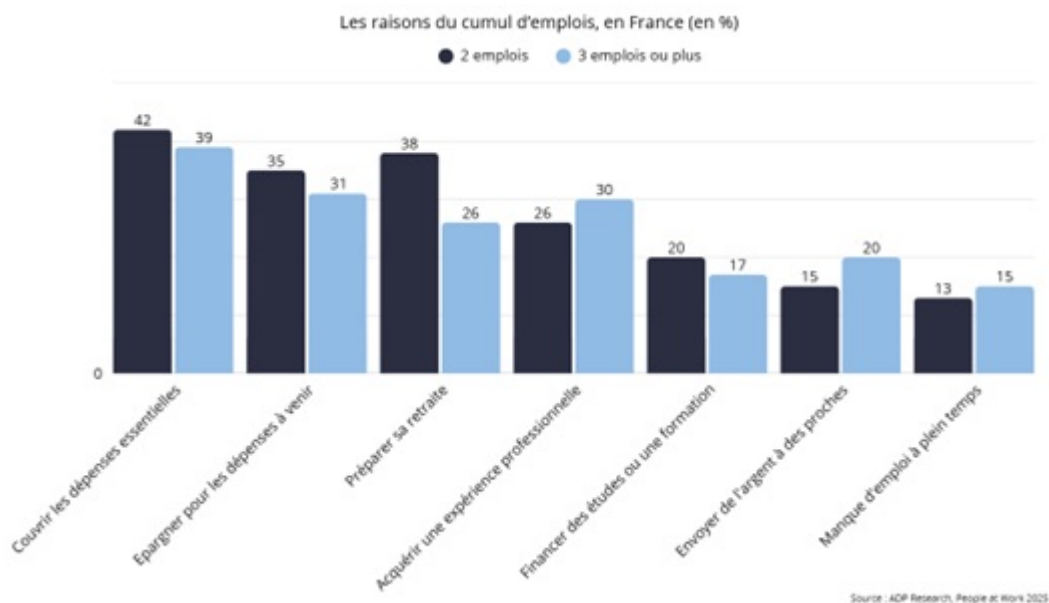
Une pratique peu répandue en France

En France, seulement 15% des salariés déclarent cumuler plusieurs emplois, plaçant ainsi le pays au huitième rang des 34 marchés étudiés comptant la plus faible proportion de travailleurs concernés. Un chiffre qui varie selon plusieurs facteurs :

- l'âge : 28% des 18-26 ans occupent plusieurs emplois, contre 10% des salariés de 40 ans et plus.
- le genre : 16% des femmes exercent plusieurs emplois (10% occupent deux emplois et 6% trois emplois ou plus), contre 13% des hommes.

Les principales raisons de ce cumul d'emplois en France sont la nécessité de couvrir les dépenses essentielles (41%), l'épargne en vue de projets futurs (33%) et la préparation de la retraite (32%).

Ecrit par le 2 février 2026



©ADP Research

Cumuler les emplois ne suffit pas à joindre les deux bouts

À l'échelle mondiale, la pression financière est généralisée, et cumuler les emplois ne suffit pas toujours à boucler les fins de mois. Ainsi, 59% des salariés ayant deux emplois déclarent rencontrer des difficultés financières, un chiffre qui grimpe à 61% chez ceux cumulant trois emplois ou plus. Même parmi ceux n'ayant qu'un seul emploi, plus de la moitié (54%) affirment vivre au jour le jour, preuve que la précarité touche l'ensemble des profils, quel que soit le nombre d'emplois.

L'Égypte enregistre la proportion la plus élevée de travailleurs en difficulté financière (84%), suivie par l'Arabie Saoudite (79%) et les Philippines (78%). À l'inverse, la Corée du Sud affiche le taux le plus faible avec seulement 18%.

Avec un peu plus de 4 salariés sur 10 (43%) affirmant avoir des fins de mois difficiles, la France se situe en dessous de la moyenne européenne (51%) et enregistre la deuxième plus faible proportion. Ce chiffre est légèrement plus élevé chez les femmes (45%) que chez les hommes (40%).

Partout dans le monde, il existe également un écart entre la perception de disposer de suffisamment d'argent pour subvenir à ses besoins et celle de satisfaire ses envies. En France, 48% des salariés estiment avoir suffisamment d'argent pour acheter les biens et services dont ils ont besoin, mais seuls 32% déclarent pouvoir acheter ce qu'ils veulent.

« La rémunération constitue la base du bien-être financier pour la majorité des travailleurs. Pourtant, nos données révèlent qu'un emploi, même stable, ne suffit pas à offrir une sécurité financière. Près de deux tiers des personnes cumulant trois emplois peinent encore à joindre les deux bouts. Cette réalité représente une opportunité pour les employeurs d'adopter une approche plus globale de la rémunération,

Ecrit par le 2 février 2026

afin d'aider leurs collaborateurs à faire face à la hausse du coût de la vie » souligne [Nela Richardson](#), cheffe économiste chez ADP.

« Pour les entreprises faisant face à un contexte économique incertain, augmenter les salaires n'est pas toujours envisageable. Au-delà de la rémunération, qui est un élément essentiel, notre enquête a identifié plusieurs facteurs importants qui influencent l'attraction et la rétention des talents. Notamment, les possibilités de développement des compétences et les opportunités de formation qui peuvent aider les collaborateurs à progresser dans leur carrière et potentiellement augmenter leur salaire » explique [Carlos Fontelas de Carvalho](#), président d'ADP en France et Europe centrale.

« Ces facteurs clés d'engagement peuvent notamment être présentés dans un Bilan Social Individuel (BSI), offrant ainsi une plus grande clarté sur tous les aspects de la rémunération, au-delà du salaire de base. Cela peut inclure des horaires ou lieux de travail flexibles, des avantages en nature ou sociaux en matière de santé, des primes exceptionnelles et des facilités pour un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. De telles mesures, lorsqu'elles sont mises en avant et connues des salariés, jouent un rôle important dans l'attraction et la fidélisation des talents, ainsi que dans l'engagement des collaborateurs » conclut Carlos Fontelas de Carvalho.

82% des Français prêts à réallouer leur Livret A vers un placement plus dynamique

Ecrit par le 2 février 2026



À l'occasion de l'annonce du passage du Livret A à 1,7%, **Bricks**, Proptech française d'investissement participatif en ligne, spécialisée dans les projets d'investissement immobilier, a mené une enquête auprès de 3 201 Français afin de connaître leur opinion. Un sondage qui révèle une perte de confiance massive envers l'épargne réglementée et une volonté affirmée de se tourner vers des placements plus dynamiques, accessibles et surtout rentables.

Les Français n'ont pas vraiment été surpris de l'annonce de la baisse du Livret A. En effet, plus de 71% étaient déjà conscients qu'une diminution était prévue cet été.

Cette anticipation massive est une bonne illustration de l'inquiétude grandissante vis-à-vis du rendement de l'épargne de précaution.

Étiez-vous au courant que le taux du Livret A allait baisser à 1,7 % au 1er août 2025 ?	
Réponses	Pourcentages
Oui	71 %
Non	29 %

Ecrit par le 2 février 2026

©Bricks

Une baisse prévisible, mais qui déçoit beaucoup les Français !

Près de 77% des Français jugent la baisse du taux du Livret A à 1,7% inacceptable ou décevante, pointant du doigt une pénalisation directe de l'épargne populaire.

Dans le détail, 39% dénoncent une décision « inacceptable » qui affaiblit le rendement de leur épargne et 38% se disent « déçus, mais lucides » face à un contexte économique incertain.

Seuls 17% maintiennent leur confiance dans le Livret A pour sa sécurité, et à peine 6 % saluent cette mesure comme un levier utile à l'investissement public.

Que pensez-vous de cette baisse ?	
Réponses	Pourcentages
Inacceptable : cela pénalise trop l'épargne des Français	39 %
Décevant, mais compréhensible vu le contexte économique	38 %
Peu importe, je garde mon Livret A pour sa sécurité	17 %
Une bonne chose pour soutenir d'autres investissements publics	6 %

©Bricks

Plus de 7 Français sur 10 veulent changer de cap

Cette baisse provoque une véritable onde de choc chez les épargnants. Ainsi, 73% des Français envisagent de modifier leur stratégie d'épargne : 42% vont chercher activement d'autres alternatives d'investissement, et 31% prévoient de retirer une partie de leur argent de leur Livret A.

Seulement, 19% déclarent vouloir quand même laisser leur épargne sur le Livret A, principalement pour sa sécurité, et 8% restent indécis.

Sans surprise, ces chiffres témoignent d'une perte de confiance grandissante vis-à-vis des produits d'épargne classiques et d'une ouverture sans précédent à des solutions nouvelles, plus rentables et accessibles.

Allez-vous modifier votre stratégie d'épargne à cause de cette baisse ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, je vais retirer une partie de mon argent	31 %
Oui, je vais chercher d'autres alternatives d'investissement	42 %
Non, je laisse mon argent sur le Livret A	19 %
Je ne sais pas encore	8 %

©Bricks

Ecrit par le 2 février 2026

Épargne : 79 % des Français prêts à passer à l'action

Près de 8 Français sur 10 envisagent d'investir leur épargne autrement : 13% ont déjà franchi le cap, 29% y pensent activement, et 37% pourraient se lancer si les risques restent modérés.

Seuls 21% privilégient encore exclusivement la sécurité, même si l'intérêt financier n'est pas au rendez-vous.

Seriez-vous prêt(e) à investir une partie de votre épargne dans d'autres supports ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, j'ai déjà investi	13 %
Oui, j'y pense sérieusement	29 %
Peut-être, si le risque est modéré	37 %
Non, je préfère la sécurité avant tout	21 %

© Bricks

Les Français veulent du rendement, mais avec un cadre rassurant

L'assurance-vie reste en tête, plébiscitée par plus d'un Français sur deux. Mais l'immobilier sous toutes ses formes séduit massivement, notamment en version locative ou fractionnée à 43% ainsi qu'en crowdfunding à 31%.

Avec 34% d'intérêt pour la Bourse, les ETF s'installent comme la nouvelle vague des placements accessibles.

Enfin, 10% osent les cryptos, signe que la prudence domine encore.

Parmi les alternatives suivantes, lesquelles vous paraissent intéressantes ?	
Réponses	Pourcentages
Assurance-vie	52 %
Immobilier locatif ou fractionné	43 %
L'immobilier participatif, crowdfunding immobilier	31 %
SCPI	19 %
Bourse (ETF, actions)	34 %
Crypto-actifs	10 %
Autre	1 %

© Bricks

Ecrit par le 2 février 2026

82 % des Français prêts à vider leur compte

Les Français détenteurs d'un Livret A semblent disposés à agir face à cette baisse.

Ainsi, 49% envisagent de rediriger au moins 30% de leur épargne vers un placement plus dynamique.

Chiffre inédit et fait marquant : 12% seraient même prêts à transférer l'intégralité de leur épargne réglementée.

En parallèle, seuls 18% déclarent vouloir conserver intégralement leur Livret A, confirmant une frilosité d'une partie de certains épargnants.

Quelle part de votre Livret A seriez-vous prêt(e) à réallouer vers un placement plus dynamique ?	
Réponses	Pourcentages
Moins de 10 %	11 %
Entre 10 % et 30 %	22 %
Entre 30 % et 50 %	21 %
Plus de 50%	16 %
100 %	12 %
Aucune	18 %

©Bricks

L'avenir du Livret A en péril ?

Malgré l'annonce récente, 21% des Français restent attachés au Livret A comme socle d'épargne. Mais près de la moitié (47%) estiment qu'il ne pourra survivre sans réforme en profondeur.

Ils sont même 25% à considérer qu'il est devenu totalement obsolète et trop peu rentable, un signal fort adressé aux acteurs publics.

Enfin, seuls 7% se montrent indécis.

Selon vous, le Livret A a-t-il encore un avenir ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, il reste un pilier incontournable de l'épargne	21 %
Oui, mais il faut revoir son fonctionnement	47 %
Non, il est devenu trop peu rentable	25 %
Je ne sais pas	7 %

©Bricks

Étude réalisée par Bricks

Les secteurs d'activité où les employés sont les plus heureux en 2025



Où travaille-t-on avec le sourire ? Alors que les français restent en moyenne 10 ans dans la même entreprise, une nouvelle étude d'[Adobe Express](#) révèle les secteurs d'activité où les français sont les plus heureux. 2000 Français ont partagé leur niveau de satisfaction au travail, découvrez les secteurs les plus épanouissants.

La satisfaction professionnelle est devenue une priorité absolue en France, et nombreux sont les salariés

Ecrit par le 2 février 2026

qui accordent désormais une importance accrue à l'épanouissement et au bien-être général dans leur travail.

Mais quels sont les facteurs clés de l'épanouissement professionnel ? Certains secteurs d'activité peuvent-ils se targuer d'avoir des travailleurs plus heureux que d'autres ?

Quel soutien au travail contribue à l'épanouissement professionnel ?

Lorsqu'il s'agit de la satisfaction des employés sur le lieu de travail, de nombreux facteurs entrent en ligne de compte.

14% des participants ont déclaré que les avantages et les bénéfices liés au travail étaient cruciaux, tandis que 11% ont cité la flexibilité des conditions de travail comme un facteur clé. Les évaluations régulières des salaires et des performances sont également importantes pour 8% des personnes, tandis que la plus grande proportion (17%) mentionne les outils innovants tels que l'IA.

Malgré cela, il a été constaté que 34% des personnes estiment que leur employeur n'offre aucun soutien pour améliorer la satisfaction au travail.

Quels sont les facteurs susceptibles d'inciter les travailleurs français à quitter leur poste actuel pour poursuivre la carrière de leurs rêves ?

Lorsqu'on se penche sur les raisons pour lesquelles un salarié pourrait quitter son poste, 46% des travailleurs sondés mentionnent une augmentation de salaire significative, tandis que 29% partiraient à la recherche d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Pour 27% des participants, des vacances supplémentaires, des journées de bien-être et des programmes de télétravail sont importants, tandis que 12% partiraient pour une meilleure culture d'entreprise.

La recherche d'un travail plus intéressant est importante pour 24% des Français, tandis que 16% d'entre eux ont mentionné leur désir de nouvelles possibilités d'apprentissage. Une fois encore, les outils innovants tels que l'IA ont également été évoqués par 7% des personnes sondées.

En ce qui concerne l'âge, une augmentation de salaire est le facteur le plus important pour les 55-64 ans (53%), contre seulement 28% pour les 18-24 ans. Pour les jeunes employés, les possibilités d'apprentissage et les avantages offerts par l'entreprise sont davantage une motivation.

Parmi les 45-54 ans, 36% citent un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée comme principale raison de quitter leur poste actuel.

Quels sont les freins au changement de carrière en France ?

Il n'est pas toujours facile de tout quitter pour se lancer dans la carrière de ses rêves. Il a été constaté que l'obstacle le plus fréquent est l'âge : 30% des participants se considèrent comme trop âgés pour changer d'emploi. De plus, 20% citent également un manque de confiance, et 17% admettent qu'ils n'ont

Ecrit par le 2 février 2026

pas l'expérience nécessaire.

Des préoccupations financières sont également apparues, 15% des participants révélant que l'emploi de leurs rêves ne serait pas assez rémunérateur. Enfin, 14% ont également déclaré qu'ils n'étaient pas sûrs des mesures à prendre pour changer de carrière.

Mais comment les choses évoluent-elles en fonction de l'âge ? Il a été constaté que 61% des 55-64 ans citent l'âge comme la principale raison pour laquelle ils craignent de changer de carrière, tandis que les 18-24 ans se sentent freinés par un manque de confiance en eux (15%). Les participants en milieu de carrière (35-44 ans) ont également fait part de leurs préoccupations concernant les engagements personnels tels que la garde d'enfants (22%).

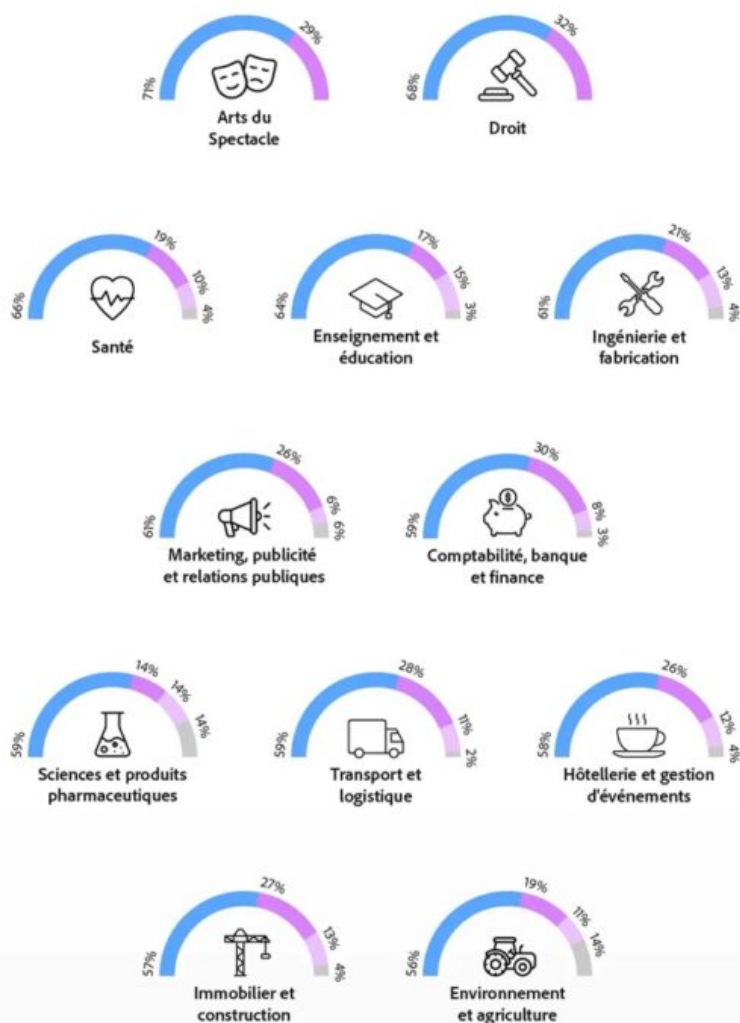
Les secteurs d'activité les plus épanouis en France

La satisfaction au travail varie d'un secteur à l'autre. Voici donc les secteurs où la main-d'œuvre est la plus heureuse.

Ecrit par le 2 février 2026

Les secteurs d'activité où les Français sont les plus épanouis

- J'exerce le métier de mes rêves
- Je n'exerce pas le métier de mes rêves
- Je n'ai pas de carrière de rêve
- Incertain



Source: Étude Adobe, 2025

©Adobe

Ecrit par le 2 février 2026

71% des personnes travaillant dans le secteur des arts du spectacle déclarent occuper actuellement le poste de leurs rêves, et 68 % des personnes travaillant dans le secteur du droit sont du même avis. Qui plus est, 26% des juristes occupent ce poste de rêve depuis plus de dix ans. Les travailleurs du secteur de la santé semblent également particulièrement satisfaits, puisque 66% d'entre eux occupent actuellement le poste de leurs rêves.

La satisfaction au travail tombe à 40% dans des secteurs comme les assurances et les pensions, et à 38% dans les loisirs, le sport et le tourisme. En outre, seuls 40% des travailleurs du commerce de détail sont satisfaits de leur fonction actuelle.

Les villes de France les plus épanouies sur le plan professionnel

L'épanouissement professionnel ne varie pas seulement en fonction du secteur d'activité, il se manifeste aussi différemment dans les villes françaises. Jetons donc un coup d'œil rapide aux villes où les travailleurs se sentent le plus en phase avec leurs objectifs de carrière.

Montpellier et Clermont-Ferrand arrivent en tête, avec 61% des travailleurs révélant qu'ils occupent actuellement l'emploi de leurs rêves, suivies par des villes comme Bordeaux (60%), Lille (58%) et Paris (56%). Viennent ensuite Marseille (55%), Rennes (54%) et Strasbourg (52%).

Interrogés sur l'épanouissement professionnel, 63% des habitants de Nice se déclarent heureux, soit le pourcentage le plus élevé de notre classement. Ce pourcentage tombe à 41% à Toulon dans le Var.

Qu'est-ce qui alimente cet épanouissement ? À Paris, 76% des participants déclarent se sentir soutenus dans leur travail, 20% d'entre eux citant les nouvelles technologies et l'innovation comme raison principale de ce sentiment. Les Montpelliérains se sentent également soutenus (71%), mais cette proportion tombe à 50% plus à Reims.

Ecrit par le 2 février 2026

Les villes de France où les travailleurs sont les plus épanouis

● Rang ● J'exerce le métier de mes rêves (%)



Source: Étude Adobe, 2025

©Adobe

Les travailleurs français seraient-ils prêts à déménager pour le bon emploi ?

Enfin, nous avons également demandé aux français s'ils envisageraient de déménager si l'opportunité de leurs rêves se présentait, et nous avons obtenu des réponses mitigées. 59% des personnes ont répondu par l'affirmative, tandis que 41% ont exprimé un certain degré d'hésitation.

Ecrit par le 2 février 2026

Parmi ceux qui ont répondu oui, 25% ont déclaré qu'ils seraient prêts à partir à l'étranger, tandis que 12% ont dit qu'ils préféreraient rester en France.

L'une des principales raisons pour lesquelles les participants ont exprimé leur hésitation est liée aux obligations familiales (14% des personnes ont cité cette raison comme étant la principale raison de rester sur place). Les réponses varient également selon la ville : par exemple, 76% des personnes interrogées à Marseille ont déclaré qu'elles seraient prêtes à déménager, contre seulement 40% des personnes interrogées à Nice.

Une étude réalisée par Adobe

Abandons estivaux : 6 Français sur 10 prévoient de partir avec leur chien

Ecrit par le 2 février 2026



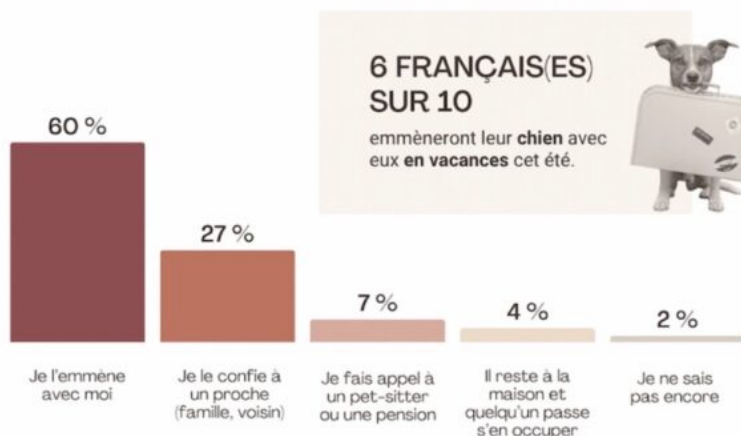
Si fort malheureusement les abandons de chiens feront encore les gros titres cet été, nombreux sont les maîtres qui, au contraire, mettent tout en œuvre pour que leurs vacances soient compatibles avec le bien-être de leur animal. Comme le montre l'étude réalisée pour [Pro-Nutrition](#) par l'institut [FLASHS](#) auprès de quelque 4 765 propriétaires partant en villégiature dans les prochaines semaines, ces derniers sont en effet très majoritairement prêts à assumer les contraintes, financières notamment, qu'implique la compagnie d'un chien. Une préoccupation qui confirme la place de membre à part entière qu'ont aujourd'hui nos compagnons à quatre pattes au sein des familles françaises.

La majorité des propriétaires de chiens — 60% d'entre eux seront dans ce cas cet été — ont prévu d'emmener leur animal avec eux sur leur lieu de villégiature. Parmi les autres solutions, le confier à des proches, famille ou amis, l'emporte largement : ils sont 27% à faire ce choix, contre 7% qui solliciteront les services d'une pension ou d'un pet-sitter à domicile et 4% qui le laisseront à la maison en chargeant un tiers d'en prendre soin. 2% ne savent pas encore pour leur part quelle option ils retiendront dans les semaines qui viennent.

Ecrit par le 2 février 2026

► Cet été, qu'avez-vous prévu pour votre chien pendant vos vacances ?

Base : À toutes et tous



Les personnes ayant répondu :
"Je l'emmène avec moi"

Régions les + élevées

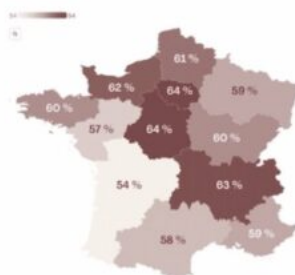
Île-de-France
Centre-Val de Loire

64 %

Région la + basse

Nouvelle-Aquitaine

54 %



©Pro-nutrition / FLASHS

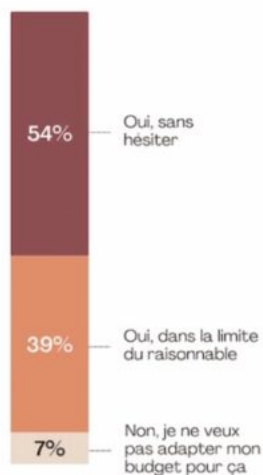
Un surcoût assumé

Qu'il s'agisse de trouver une location adaptée ou de faire appel à des services de garde, rendre ses vacances « dog friendly » peut entraîner un coût supplémentaire pour les maîtres. Une contrainte financière que presque tous acceptent, puisque 93% d'entre eux le disent, 54% sans hésiter et 39% en restant dans les limites du raisonnable. En l'espèce, les revenus des propriétaires de chiens ne constituent pas un facteur discriminant : 92% de ceux percevant moins de 1 300€ par mois sont prêts à assumer ce surcoût, soit une proportion identique à ceux dont les revenus dépassent les 2 500€ (93%).

Ecrit par le 2 février 2026

► Êtes-vous prêt(e) à payer plus cher pour que vos vacances soient compatibles avec votre chien (hébergement, activités, transport) ?

Base : À toutes et tous



93 %

des propriétaires de chiens accepteraient de **dépenser davantage** pour leurs vacances afin de pouvoir **emmener leur animal avec eux**.

Et ce, quel que soit le niveau de revenu :

Moins de 1 300 €	92 %
De 1 300 à 1 900 €	91 %
De 1 900 à 2 500 €	93 %
Plus de 2 500 €	93 %



TOTAL OUI 94 %

Région la + élevée
Île-de-France **97 %**

Région la + basse
Pays de la Loire **90 %**



©Pro-nutrition / FLASHS

Un critère de choix

D'une manière générale, nombreux sont les propriétaires de chiens qui déterminent leur destination, ou en tous les cas leur logement sur place, en fonction de leur protégé. 32% des maîtres disent le faire systématiquement et 48% indiquent que cela a déjà pu peser dans leur choix. Un sur cinq seulement (20%) affirme au contraire ne pas modifier ou adapter ses projets de vacances en lien avec son animal.

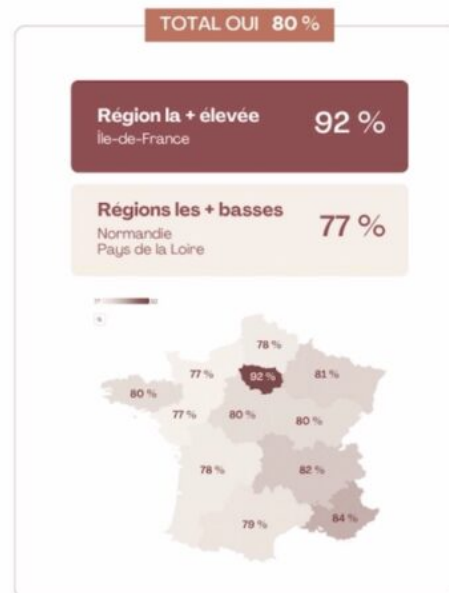
Ecrit par le 2 février 2026

► Avez-vous déjà choisi votre lieu de vacances en fonction de votre chien ?

Base : À toutes et tous



4 PROPRIÉTAIRE SUR 5
ont déjà adapté le choix de leur lieu de vacances en fonction de leur animal.

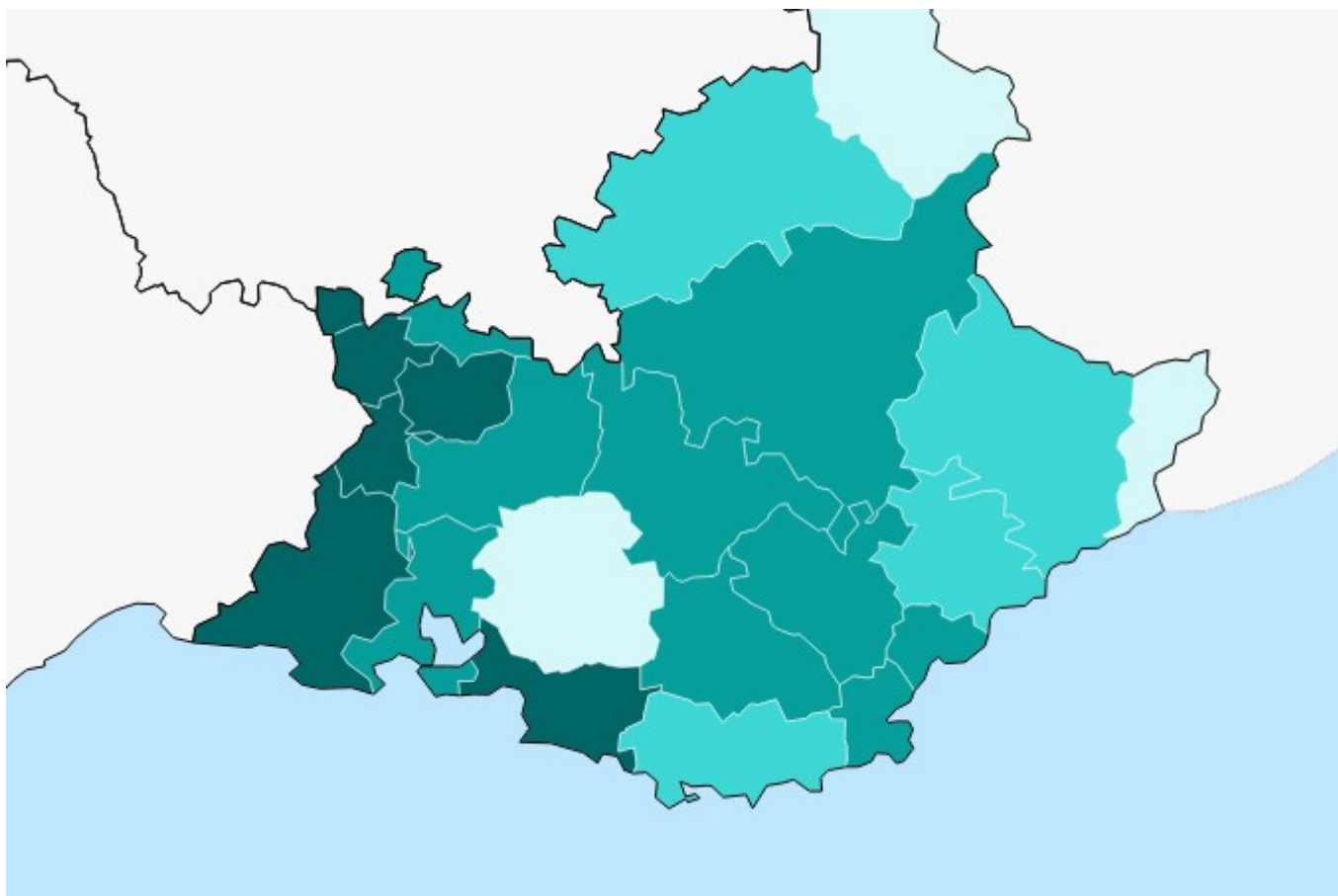


©Pro-nutrition / FLASHS

Étude réalisée par FLASHS pour Pro-nutrition

Chômage : le Vaucluse cancre de l'emploi en Région Sud

Ecrit par le 2 février 2026

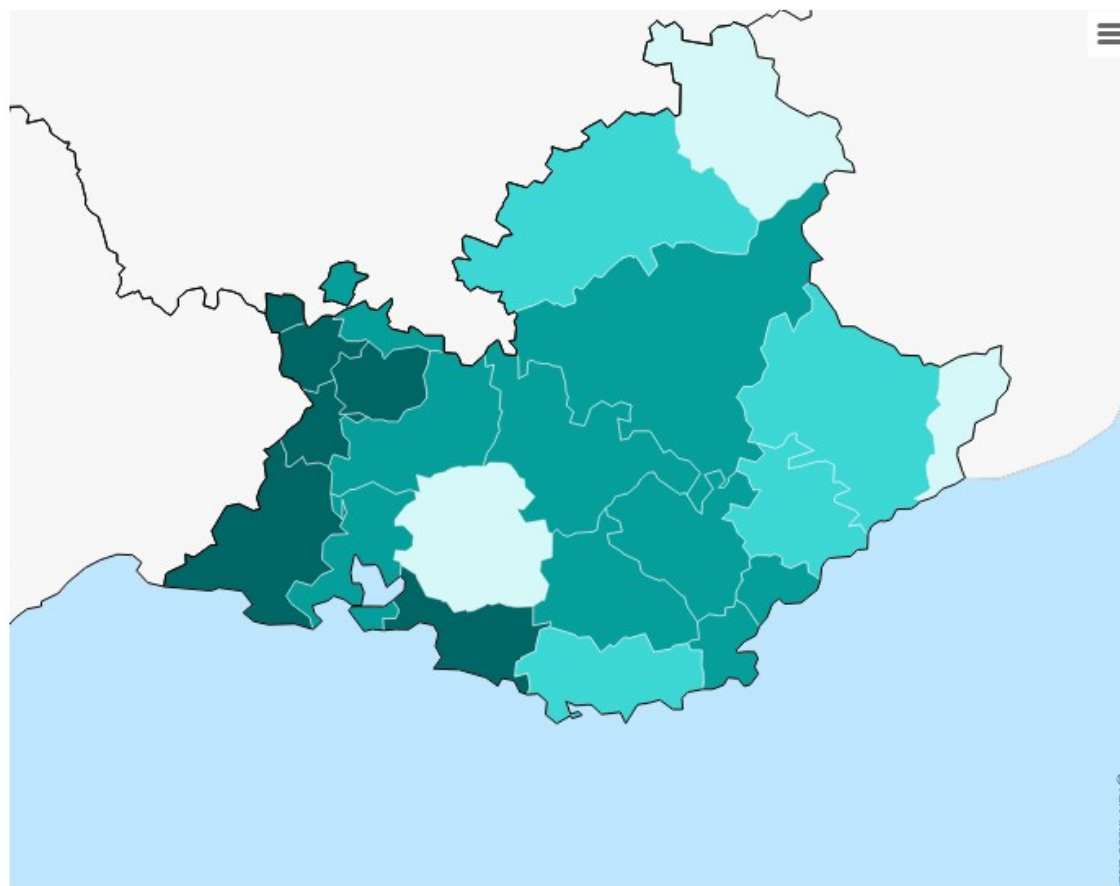


Alors que près **de 30 000 emplois sont à pouvoir dans le Vaucluse**, trois zones d'emploi vauclusiennes affichent les pires taux de chômage de la région. Avignon, Bollène et Carpentras constitue ainsi le podium des mauvais élèves de l'emploi en Région Sud. Toujours selon le bilan économique 2024 que vient de dévoiler [l'Insee Paca](#), les autres zones d'emploi du département ne font guère mieux puisque 5 territoires vauclusiens apparaissent dans le top 10 des zones d'emploi ayant le plus fort taux de chômage de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En 2024, le taux de chômage a baissé dans tous les départements de la Région Sud. C'est dans les Hautes-Alpes et les Alpes-Maritimes (respectivement 6,2% et 6,8% au dernier trimestre 2024) que ce taux est le plus faible. A l'inverse, le Vaucluse affiche toujours le niveau régional le plus élevé avec 9,5%.

Taux de chômage par zone d'emploi fin 2024

Ecrit par le 2 février 2026



Taux de chômage (en %)

- 8,4 ou plus
- De 7,0 à moins de 8,4
- De 5,8 à moins de 7,0
- Moins de 5,8

Source : Insee-Paca

Dans le détail des territoires, trois zones d'emploi du département monopolisent le podium des mauvais élèves de l'emploi (voir tableau ci-dessous). En premier, la partie Paca du secteur d'Avignon (10,5%), devant Bollène (9,8%) et Carpentras (9,4%). Derrière ce 'triplé' dont on se serait bien passé Orange (9,4%) et Cavaillon (8,3%) apparaissent aussi dans le top 10. Seul Valréas se trouve dans la seconde moitié de ce classement des cancrs de l'emploi.

Ecrit par le 2 février 2026

Zone d'emploi	Taux de chômage
Avignon - partie Paca	10,5%
Bollène-Pierrelatte - partie Paca	9,8%
Carpentras	9,4%
Marseille	9,3%
Arles - partie Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,9%
Orange	8,9%
Fréjus	8,4%
Brignoles	8,3%
Cavaillon	8,3%
Martigues-Salon	8,3%
Draguignan	8,2%
Digne-les-Bains	7,9%
Manosque	7,9%
Valréas - partie Paca	7,8%
Sainte-Maxime	7,7%
Cannes	7%
Nice	6,7%
Gap	6,3%
Toulon	6,1%
Aix-en-Provence	5,8%
Menton	5,5%
Briançon	4,9%

Source : Insee Paca-Taux de chômage par zone d'emploi fin 2024

213 000 emplois en Vaucluse

Si le nombre d'emplois a augmenté de 0,4% en Provence-Alpes-Côte d'Azur entre 2023 et 2024, il est resté stable en Vaucluse. Fin 2024, notre département totalisait 213 000 emplois sur les 2,02 millions que compte l'ensemble de la région. Cependant, sur 1 an ce chiffre a variablement évolué selon les secteurs (voir tableau ci-dessous) . Ainsi, sur cette période le secteur de la construction est celui qui a le plus souffert dans le département (-4,2%), devant celui de l'agriculture (-3,4%).

Zonage	Emplois au 31/12/2024 (milliers)	Évolution entre 2023 et 2024 (en %)						Total
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Intérim	Tertiaire non marchand	
Alpes-de-Haute-Provence	57,6	-9,5	0,9	-1,1	-1,6	-3,4	0,8	-0,7
Hautes-Alpes	52,5	6,4	2,0	-1,1	2,4	11,7	1,5	1,9
Alpes-Maritimes	437,8	-2,7	0,7	-2,4	0,4	-6,9	0,7	0,4
Bouches-du-Rhône	891,8	0,9	1,3	-1,7	0,8	0,9	0,7	0,7
Var	373,5	0,6	2,6	-2,9	-0,6	-16,3	0,7	0,0
Vaucluse	213,0	-3,4	1,3	-4,2	0,6	7,5	0,0	0,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 026,3	-1,2	1,4	-2,3	0,4	-2,2	0,6	0,4

Ecrit par le 2 février 2026

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

A l'inverse, [le secteur de l'industrie affiche une tendance positive](#) (1,3% d'emplois supplémentaires en 1 an). Derrière, celui du tertiaire marchand présente aussi un bilan positif (+0,6% dont +7,5% pour l'intérim) alors le secteur du tertiaire non marchand est à l'équilibre.

[Vaucluse, près de 30 000 emplois à pourvoir](#)

L'économie régionale a ralenti en 2024

« En 2024, l'économie de Provence-Alpes-Côte d'Azur évolue dans un contexte national de ralentissement généralisé, et en suit les tendances même si elle résiste mieux, expliquent Corinne Roche et [Léa Tholozan](#) de l'Insee-Paca dans leur dernière analyse intitulée [Bilan économique 2024 : un dynamisme en perte de vitesse](#). La croissance de l'activité économique régionale est de plus en plus faible, l'emploi suit la même trajectoire, les dépôts de bilan d'entreprises continuent d'augmenter et l'encours de crédits bancaires baisse pour la première fois depuis quinze ans. Toutefois, les créations d'entreprises sont reparties à la hausse, le taux de chômage est au plus bas et les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) sont moins nombreux. Au niveau sectoriel, le bilan est contrasté. L'industrie poursuit sa progression et retrouve son niveau d'emploi d'il y a vingt ans. Le secteur tertiaire est porté par le tourisme qui continue de bénéficier d'une fréquentation en hausse, à rebours de la tendance nationale. À l'inverse, la construction traverse une crise persistante. Le marché du logement neuf souffre, les permis de construire et les mises en chantier sont au plus bas, mais des signes d'amélioration apparaissent en fin d'année. Dans l'agriculture, des conditions météorologiques défavorables ont affecté la production et les prix, notamment des fruits et légumes d'été. »

L.G.

RSA : Coup de frein du nombre d'allocataires en Vaucluse

Sur un an, le nombre de foyers allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) recule à nouveau, mais moins fortement que lors des quatre années précédentes (-3% entre décembre 2023 et décembre 2024). À l'inverse, il repart à la hausse en France métropolitaine (+1%).

Fin décembre 2024, 137 000 foyers sont ainsi allocataires du RSA en Provence-Alpes-Côte d'Azur. En tenant compte des conjoints, enfants et autres personnes à charge au sein de ces foyers, ce sont 275 600 personnes qui bénéficient du RSA.

Le repli s'observe dans presque tous les départements de la région, plus particulièrement en Vaucluse (-14%), dans les Hautes-Alpes (-7%) et dans les Alpes-Maritimes (-6%). La baisse est proche de la moyenne régionale dans le Var. Les effectifs sont en revanche quasi stables dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Bouches-du-Rhône.

De son côté, le nombre de foyers allocataires de la Prime d'activité (PA) repart très légèrement à la hausse (+0,1%, après -1,5% en 2023) et atteint 379 200 foyers en fin d'année 2024, soit

Ecrit par le 2 février 2026

718 600 personnes couvertes par le dispositif. En dehors d'une baisse en 2023, le nombre d'allocataires de cette prime destinée aux travailleurs aux ressources modestes n'a cessé d'augmenter ces dernières années. En France métropolitaine, la hausse est nettement plus marquée (+1,8% fin 2024, après -2,3% en 2023).

Dans les départements du Var et de Vaucluse, le nombre de foyers allocataires de la prime d'activité augmente sur un an (respectivement de 2,3% et 1,5%). La hausse est faible dans les Bouches-du-Rhône (+0,2%) et les effectifs sont stables dans les Hautes-Alpes. En revanche, le nombre de foyers allocataires recule dans les Alpes-Maritimes (-3%) et les Alpes-de-Haute-Provence (-1,7%).